LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917 À TRAVERS *LE PETIT NIÇOIS* ET *L'ÉCLAIREUR DE NICE*

Marc CELLINI

Résumé d'un mémoire de maîtrise sous la direction de M. Schor

Durant l'année 1917, au moment de la révolution russe, ou plutôt « des » révolutions russes, les deux grands quotidiens politiques et d'intérêt général paraissant dans le sud-est de la France sont donc *L'Éclaireur de Nice* et *Le Petit Niçois*. Politiquement, le premier a des positions de droite modérées, le second, radicales modérées. Disons d'emblée que le « fossé idéologique » qui sépare les deux « adversaires politiques » a déjà eu tendance à se rétrécir avant la première guerre mondiale. Leur adhésion à l'Union sacrée, la censure (et l'autocensure) de guerre, ainsi que la rareté des sources d'information, finissent de le combler. Sur la Russie en révolution, comme sur d'autres sujets primordiaux, leurs analyses divergent donc très peu, si ce n'est sur des points de détail. De plus, la place qu'ils lui accordent quantitativement dans leurs colonnes, au gré des événements, est globalement similaire. Nous verrons cela plus en détail. Mais tout d'abord, commençons par les explications méthodologiques sur les statistiques : des indications statistiques, des graphiques et des courbes viendront compléter et affiner l'analyse du contenu des unités rédactionnelles » du *Petit Niçois* et de *L'Éclaireur* choisies pour figurer dans cet article, parce que représentatives de leurs opinions politiques et de leurs analyses des faits. Sont appelées « unités rédactionnelles » les différents éléments disparates de base qui composent un journal. Par exemple, un article constitue une unité rédactionnelle, tout comme un éditorial, une rubrique ou une correspondance des lecteurs. La méthode statistique qui sera ici utilisée est celle mise au point par Jacques Kayser[1], historien de la presse. Elle permet de quantifier la place qu'octroie le numéro d'un journal à telle ou telle unité rédactionnelle par rapport aux autres, donc l'importance qu'il lui accorde. L'insertion en première page est déterminante et ce sont les unités rédactionnelles qui y figurent qui y sont quasi exclusivement représentées dans les graphiques. Les renseignements obtenus, traduits sous formes de graphiques, permettront une meilleure compréhension des positions du *Petit Niçois* et de *l'Éclaireur*, de leur ligne éditoriale, aux moments « clés » de la révolution russe : la « révolution de février », les « journées de juillet », le putsch manqué du général Kornilov et la « révolution d'octobre ». Les numéros des journaux qui sont traités statistiquement sont ceux qui ont été choisis pour étudier leur contenu. Dès l'instant où il y a choix, intervient une part de subjectivité. La méthode de Jacques Kayser ne pouvant elle-même éliminer toute subjectivité, les renseignements statistiques utilisés dans cet article ne prétendent pas à une totale « exactitude » au sens scientifique du terme et ne se veulent pas exhaustifs puisqu'ils n'exploitent que des fragments –triés- de l'ensemble des unités rédactionnelles contenues dans l'Éclaireur et *Le Petit Niçois* de l'année 1917.

Ce sont donc des « photographies » qui rendent compte des choix des rédactions à des moments bien précis et bien délimités dans le temps.

Prenons un exemple : l'éditorial du *Petit Niçois* du samedi 17 mars 1917.

La mise en valeur (Mv) d'une unité rédactionnelle est la résultante de la somme de trois éléments objectivement isolables et mesurables : l'emplacement (E), le titrage (T) et la présentation (P) de l'unité rédactionnelle. A chacune de ces composantes est attribué un « coefficient », c'est-à-dire un nombre de points. De par ses expériences et avec un maximum d'objectivité, Jacques Kayser a attribué un coefficient de 40 (points) au plus, pour l'emplacement, 40 (points) aussi pour le titrage et 20 (points) pour la présentation. Cela donne la formule maximum : Mv = 40 E + 40 T + 20 P. Le nombre de points le plus élevé qu'une unité rédactionnelle puisse atteindre est, à priori, de 100. Cependant, d'autres éléments entrent en jeu. Jacques Kayser explique que lorsqu'une unité rédactionnelle se trouve ailleurs qu'en première page, les coefficients sont réduits de moitié. Mais lorsqu'elle est publiée sur plusieurs pages, les nombres de points pour chaque page s'ajoutent les uns aux autres. Qui plus est, quand un journal fait un effort inhabituel ou exceptionnel au niveau de l'emplacement, du titrage ou de la présentation d'une unité rédactionnelle, les coefficients

[1] Jacques Kayser, *Le Quotidien français*, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, A. Colin, Paris, 1963, 180 p.

correspondants doivent être majorés (jusqu'à hauteur de 50 %). Les 100 points peuvent donc être dépassés.

Voici le calcul détaillé de la mise en valeur de l'éditorial du *Petit Niçois* suivant la formule de Jacques Kayer :

Emplacement … 30 points sur 30 (du fait de l'insertion à la « une », élément primordial) + 10 points sur 10 (car l'éditorial se situe en tête de la colonne de gauche). Total : 40 points.

Titrage… 0 point sur 15 (pour la longueur du titre par rapport au nombre de colonnes qu'il traverse) + 0 point sur 5 (pour la hauteur du titre) + 0 point sur 5 (pour sa surface) + 2 point sur 5 (pour la grosseur relative de ses caractères) + 5 points sur 10 (parce que le titre bénéficie d'une priorité de second rang dans la page, ce qui signifie qu'il est le deuxième titre qui « saute » le plus aux yeux dans la page). Total : 7 point.

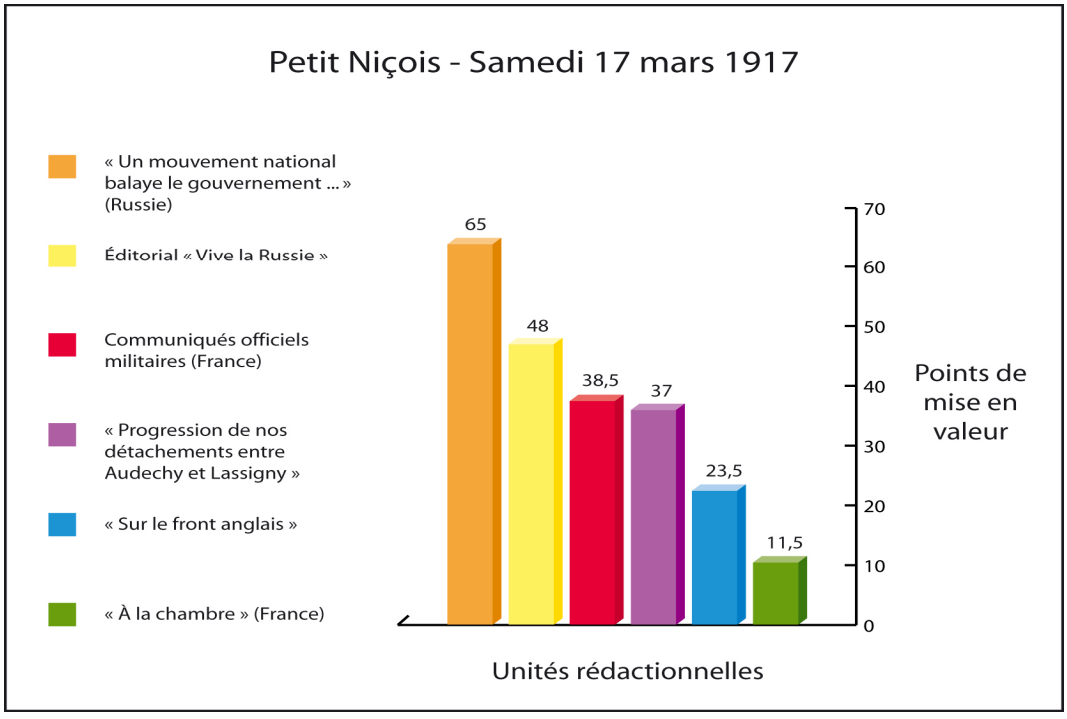
Présentation ……. 0 point sur 15 (car il n'y a pas d'illustration) + 1 point sur 5 (par rapport à la capacité qu'a la typographie du texte à attirer les regards du lecteur). Total : 1 point.

Mise en valeur = 40 E + 7 T + 1 P = 48 points (pour plus de précisions, se référer à l'ouvrage de Jacques Kayser cité plus haut en note de bas de page).

Ceci expliqué, revenons-en au contenu des deux quotidiens.

La « Révolution de février » est accueillie avec optimisme, voir enthousiasme, par les deux rédactions. Ainsi, lorsque éclate la révolution de février, *Le Petit Niçois* titre-t-il son éditorial du 17 mars 1917 : « Vive la Russie ». Sa mise en valeur, comme indiqué plus haut, est de 48 points. Cela est déjà un coefficient élevé par rapport aux habitudes du journal, lui donne encore un peu plus de « poids ».

Si l'on ajoute à ces 48 points les 65 de l'autre grande unité rédactionnelle consacrée à la Russie en première page, l'on obtient un total de 113 points, ce qui dénote une volonté de marquer l'esprit des lecteurs. Le graphique ci-dessous le montre bien : les événements russes passent au premier plan, ce qui n'était pas le cas les jours précédents (bien que la révolution de février ait débuté le 12 mars du calendrier grégorien ; cela s'explique par le fait que *Le Petit Niçois* comme *l'Éclaireur* ne recevaient les informations en provenance de Russie qu'avec plusieurs jours de décalage). Même les informations militaires officielles concernant la guerre en France, en Angleterre et les informations concernant la politique intérieure française sont nettement en retrait au niveau de leur mise en valeur.



Qu'est-ce qui apparaît dans l'éditorial de Jean Moro ? Avant tout, la volonté du journaliste de fustiger, sans beaucoup de discernement, l'entourage du tsar Nicolas II, qu'il qualifie de « camarilla » (sorte de coterie influente). Pour lui, cet entourage est surtout constitué de traîtres à leur patrie, plus ou moins à la solde des Allemands ; bien entendu, la femme du tsar d'origine allemande, Alexandre Fedorovna et Raspoutine, sont montrés du doigt, ainsi que d'anciens hauts dirigeants, tels Sturmer, Protopopov ou Goremykine, accusés d'être des « créatures du Kaiser » ayant fomenté une paix séparée avec Guillaume II. Il souligne la supériorité des régimes parlementaires, qui, exempts d'intrigues de cour et de dynastie, éviteraient les guerres (comme si l'impérialisme économique et colonial ainsi que le chauvinisme de bon nombre d'élites politiques et économiques de la France républicaine n'avaient en rien contribués à la marche en avant vers la guerre mondiale). Il présente cependant le tsar comme une victime, seulement coupable de faiblesse face à la néfaste camarilla qui l'entoure. Jean Moro cède même à un élan de sentimentalisme envers le monarque déchu : « c'est que nous l'aimions ce tsar », confie-t-il, en employant tout de même un verbe au passé (le tsar serait-il déjà mort qu'il proposerait peut-être sa canonisation). S'il souligne à juste titre la faiblesse de Nicolas, son « amour » lui fait perdre de vue que le dernier tsar s'est aussi conduit jusqu'au bout en autocrate quasiment inflexible refusant toute véritable démocratisation et modernisation du système politique, en antisémite tolérant les pogroms perpétrés par l'extrême droite, n'hésitant pas à laisser sa police et son armée réprimer, parfois dans le sang, les grèves et manifestations ouvrières ou paysannes, emprisonner ou déporter nombre de militants révolutionnaires dans des régions reculées et peu hospitalières de l'empire, telle que la Sibérie.

Mais qu'à cela ne tienne, pour Jean Moro, le peuple russe ne s'est pas soulevé contre le tsar lui-même, mais contre les traîtres qui le secondaient ; et cela dans l'intention de poursuivre avec plus d'efficacité la guerre patriotique contre l'Allemagne. Jean Moro surestime ici grandement la résistance et la volonté du peuple et de l'armée russe pour continuer une guerre qui leur apporte tant de souffrances. D'autant que l'armée, extrêmement désorganisée, a été placée sous le contrôle du soviet de Petrograd avec la proclamation le 14 mars du « Prikaze n° 1 ». En fait, il manque encore d'informations pour se faire une idée précise de la situation, mais sans doute veut-il se rassurer lui-même et rassurer les familles des lecteurs et lectrices, dont bon nombre sont concernés directement par la guerre, un mari, un frère, un époux ou un fils se trouvant au front. Le journaliste, comme ses confrères des autres grands journaux hexagonaux, ne peut de toute façon se risquer à briser le moral des français -à moins de rompre avec l'Union sacrée (avec tous les dangers d'ostracisme et de répression que cela comporte)- en pronostiquant une déroute de l'armée russe, alliée de l'armée nationale. Il avoue avoir ressenti une certaine crainte de voir les partisans de la paix avec l'Allemagne prendre le dessus en Russie, mais rajoute aussitôt que les derniers télégrammes qui lui sont parvenus la balayent : le gouvernement provisoire, nouveau pouvoir, serait dirigé par Michel Rodzianko « […] président de la douma (le parlement russe), grand patriote, fidèle allié, jusqu'au-boutiste résolu ». Le gouvernement serait de plus composé de personnalités comme le prince Lvov, Milioukov, Manouilov, Goutchkov, tous perçus comme de fidèles alliés de la France. Ces renseignements sont exacts, si ce ne sont ceux concernant Rodzianko, qui fut écarté rapidement de son rôle de meneur et qui ne devint pas président du conseil. Ce poste fut occupé par le prince Lvov.

Dans l'esprit de Jean Moro c'est un mouvement national, certes, qui a fait abdiquer le tsar, mais c'est au fils de ce dernier que reviendra finalement le trône, qui n'aurait point disparu. Le tsarévitch aurait ainsi comme régent le grand duc Michel (frère du tsar), rangé au côté de la douma. La réalité est toute autre car au moment où l'article est rédigé, la monarchie russe a déjà cessée d'exister. En outre, poursuit l'auteur, cette « révolution » serait l'œuvre de toutes les classes sociales, de toutes les forces vives de la nation, qui seraient représentées par le nouveau gouvernement, l'armée s'étant ralliée avec à sa tête son grand chef Alexeiev. Pour compléter ce tableau presque idyllique, le journaliste va même jusqu'à affirmer qu'il s'agit

plutôt d'une « évolution » que d'une « révolution » au sens propre du terme, tant les événements lui ont semblé doux.

Outre une série de dépêches, un second éditorial figure dans l'autre unité rédactionnelle consacrée à la Russie et titrée « La révolution en Russie- Un mouvement irrésistible balaye le gouvernement et le parti de la cour- Devant la résistance de la douma, le tsar aurait abdiqué ». Cette fois, c'est M.S. Chachine, correspondant russe du journal, qui en est l'auteur. Ce dernier développe sensiblement les mêmes opinions que le directeur politique du journal. Il insiste sur le rôle de la douma, qui, selon lui, a su se dégager de l'emprise du régime bureaucratique, considéré comme antinational. Il décrit la nation russe comme unanime à poursuivre la guerre, ainsi que son armée, malgré les traîtres qui l'ont jusqu'alors dirigée.

M.S. Chachine se félicite de l'évolution des choses en Russie, en comparant l'assassinat d'Alexandre II, en 1881 et la situation actuelle : il apprécie le passage « […] d'un accident isolé dû aux méthodes individualistes […] » à « […] un mouvement national et populaire où l'on voit l'armée fraterniser avec le peuple […] » et « […] cette fois, ce n'est plus un comité secret qui est à la tête du mouvement mais la représentation nationale elle-même ». Pourtant, bien qu'il considère que les événements en cours soient de bon augure pour la liberté des Russes et pour la poursuite de la guerre, il se montre prudent et se garde de tout pronostic sur le futur.

Les analyses de fond réalisées « à chaud » par Jean Moro et M.S. Chachine, ne prennent en compte qu'une partie des éléments de la situation en Russie. Ils ne voient que « la partie émergée de l'iceberg ». Tout d'abord, Jean Moro aussi bien que M.S. Chachine, n'appréhendent absolument pas le phénomène de double pouvoir qui s'est instauré à Petrograd dès le 12 mars. Au contraire, l'accent est uniquement mis sur le rôle de la douma et sur la perfidie des germanophiles entourant Nicolas II. « Le Conseil des délégués ouvriers », c'est-à-dire le Soviet de Petrograd, n'est même pas mentionné dans leurs articles. Seules deux dépêches leur consacrent quelques mots et seulement pour affirmer que le soviet et le comité exécutif de la douma dirigent en parfait accord les affaires du pays. Plusieurs causes profondes de la révolution de février sont minimisées, ou bien encore ignorées dans les éditoriaux et effleurées dans la série de dépêches. Cela est dû sans doute à un manque d'informations très précises, mais aussi à une interprétation en partie erronée et dans une certaine mesure partiale des événements. Interprétation -inspirée du déroulement de la révolution française de 1789- que la rédaction veut faire partager aux lecteurs. Il est exact que le changement de régime en France, la fin des privilèges, les nouvelles libertés conquises par « la grande révolution », ont uni une grande partie des Français dans la lutte contre les puissances étrangères voulant rétablir la monarchie en France. Le journal a tendance à appliquer ce même schéma à la Russie révolutionnaire de 1917, estimant que celle-ci ne manquera pas de poursuivre la guerre contre l'Allemagne, avec une vigueur renouvelée. Les députés de la douma de Petrograd font une analyse identique, comme la plupart des observateurs étrangers de l'époque. Ils ne tarderont pas à déchanter. Effectivement, un certain nombre de dirigeants du régime tsariste, de proches du tsar, ainsi qu'une partie de la bureaucratie, étaient corrompus. Effectivement, Raspoutine le « starets » (« homme de dieu »), haï par de nombreux russes, exerçait une influence certaine sur le couple impérial et sur le gouvernement tsariste. Pour autant, ce ne furent pas les seuls motifs des débordements populaires ; il y en eut d'autres, au moins aussi importants : les défaites militaires et les pertes, les problèmes d'armement, la mauvaise qualité du commandement, n'entraînèrent pas l'écrasement de l'armée russe, qui tant bien que mal, continua en 1916 à faire face. Par contre, l'économie russe s'effondra.

Elle fut monopolisée par l'industrie de guerre et les biens de consommation, même les plus courants, firent défaut. Les paysans, qui n'eurent plus rien à acheter, produisirent moins et rechignèrent à vendre leur production.

Ainsi, malgré les réquisitions du gouvernement, les villes connurent de gros problèmes d'approvisionnement en nourriture. Les prix augmentèrent rapidement, tout comme le chômage et les chauffages ne fonctionnèrent plus alors que le froid était intense. Le tsar, qui prit lui-même la direction des armées en septembre 1915, fut rendu responsable, par l'opinion, des défaites.

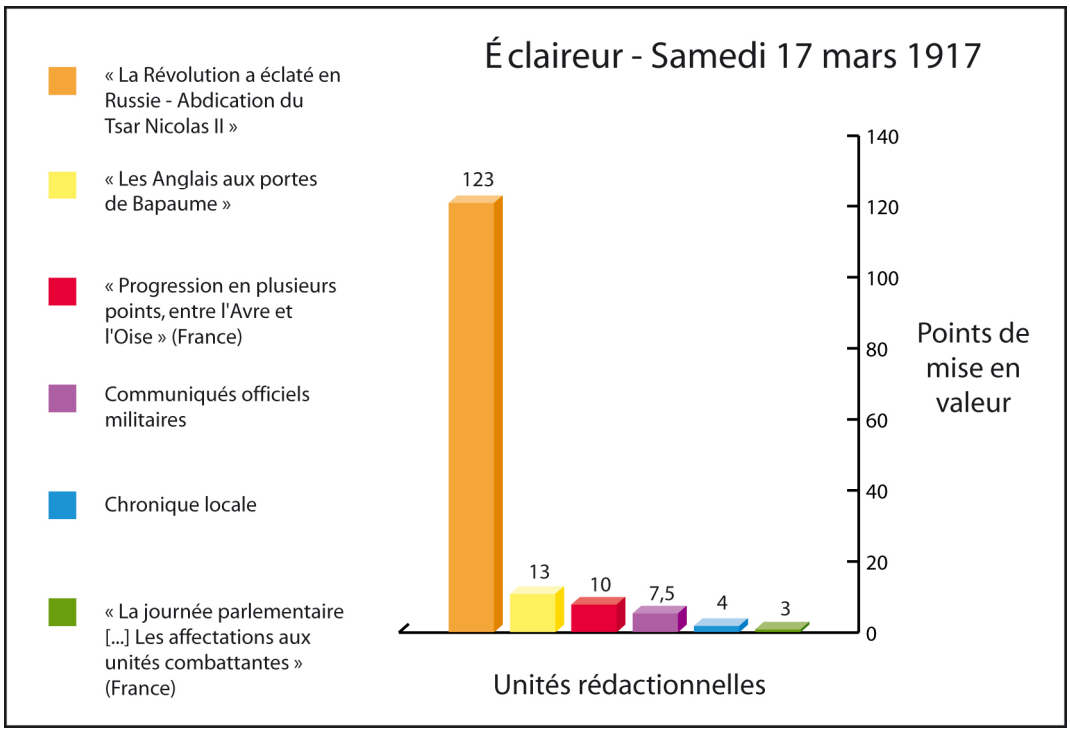
C'est à cette situation critique pour le régime, que s'ajoutent les rumeurs, fondées ou non, spéculant sur le parti pris de la tsarine, de Raspoutine et de leur entourage, en faveur de l'Allemagne.

Mais ce n'est qu'un des éléments jouant en la défaveur du pouvoir, alors que *Le Petit Niçois* en fait l'élément déterminant en insistant lourdement sur le comportement de certains importants personnages (Raspoutine, Sturmer, Protopopov, Goremykine, notamment).

Même si des inquiétudes transparaissent par rapport au développement du mouvement populaire, *Le Petit Niçois* interprète les événements de février, présentés sous un angle plutôt positif, comme le passage en douceur d'un régime purement autocratique à une monarchie constitutionnelle, plus apte à poursuivre la guerre.

Il faut ajouter que, malgré ce que laisse entendre le quotidien, le phénomène de double pouvoir qui se crée à Petrograd est déjà porteur d'une relation fortement conflictuelle entre l'organe de démocratie parlementaire qu'est la douma et l'organe de démocratie directe qu'est le soviet ; Il est vrai que la rédaction du journal ne peut pas encore prendre assez de recul et n'a pas encore suffisamment d'éléments en main pour comprendre le processus réel du mouvement révolutionnaire ; d'ailleurs, qui aurait pu le prévoir avec exactitude dés le 17 mars 1917 ? Même pas Lénine, stratège politique de génie s'il en fut. Dans les jours qui suivent, l'intérêt porté à la Russie par *Le Petit Niçois* varie mais reste important.; (cf. courbes en fin d'article). Cependant, l'analyse de fond décrite plus haut demeure inchangée, si ce n'est dans la prise de conscience de la rédaction que le pouvoir monarchique a en fait disparu, qu'une république parlementaire flanquée de soviets –dont l'influence est nettement sous-estimée- est en train de le remplacer et qu'il n'y aura donc pas de monarchie constitutionnelle, en tous cas dans l'immédiat.

Dans son numéro du 17 mars, *L'Éclaireur* consacre encore plus de place aux événements russes que son confrère avec 123 points de mise en valeur pour une seule mais immense unité rédactionnelle. C'est toute la « une » qui est monopolisée, plus une colonne et demie en deuxième page et une grande partie de la rubrique « Dernière Heure » en troisième page. Le journal considère donc ces événements comme étant de la plus haute importance, ainsi que le montre clairement le graphique suivant où l'on peut constater que leur poids est écrasant par rapport aux autres sujets d'actualité, traitant là aussi de la situation militaire française, anglaise et de la politique intérieure en France.



Un immense titre, peu original, barre les six colonnes de la « une » : « La révolution a éclaté en Russie –Abdication du Tsar Nicolas II ». Le seul éditorial de ce numéro est simplement signé « Dixi », sans nul doute un pseudonyme ; Pour le (ou les) journaliste (s), « la Russie est le pays des surprises », même si la situation, très trouble depuis un mois ainsi que la rareté des informations, ouvraient la voie à toutes les supputations. Mais « le voile se serait levé brusquement hier ». Ainsi, les graves événements de la semaine (déjà succinctement relatés dans le journal les jours précédents), ont pu être connus dans leurs grandes lignes. Tout comme l'abdication du tsar et la constitution du comité exécutif de la douma.

L'article poursuit : « Cette Révolution, car c'en est une, a surgi à l'occasion d'une crise alimentaire ou, plus exactement, d'une crise du blé ». L'éditorialiste s' étonne que le blé fasse défaut à Petrograd alors que la Russie ne peut qu'en regorger, « […] ses immenses récoltes de trois années n'ayant pu être exportées ». La douma, écrit-il tenta bien de chercher les responsables de cette situation, elle les découvrit, mais ne put les châtier car les ministres étaient alors responsables devant le tsar, non devant la représentation nationale.

D'ailleurs : « Nicolas II, comprenant la situation aussi mal que Louis XVI la comprit en 1789, et tout aussi mal conseillé que notre dernier monarque, crut que les choses pourraient s'arranger par la prorogation de la douma ; Ce fut cette décision qui mit le feu aux poudres […] ».

Pour autant, « le fait matériel qui a provoqué le mouvement populaire n'est qu'un incident dans la longue série d'intrigues qui ont amené la chute de la dynastie des Romanov ».

Ces intrigues sont attribuées par le journaliste à l'Allemagne, dont l'influence « délétère » se serait toujours exercée à la cour des tsars. Cette influence se serait amplifiée dès le mariage de Nicolas avec Alexandra Fedorovna, fille du grand duc de Hesse. Nicolas, quelle que fut « sa haine de l'Allemand », n'eut jamais l'envergure nécessaire pour se défaire du néfaste entourage de sa femme ; A l'instar de son confrère du *Petit Niçois*, le journaliste affiche un respect certain, voir de la sympathie envers l'empereur déchu : « Nicolas II était un homme pacifique, un homme doux, un homme de foyer ; pour que la paix régnât dans son ménage, il cédait, alors qu'il eut fallu résister ; Mais quelque faute qu'il ait pu commettre, quelque sort que lui réserve l'avenir, l'histoire parlera de lui avec tout le respect qui est dû aux âmes les plus nobles et les plus généreuses ». Il poursuit : « […] l'autocracie des tsars n'est plus. La formidable puissance de la Russie est aux mains des représentants du peuple,

aux mains de la Douma et le pouvoir exécutif appartient au gouvernement provisoire que préside M. Rodzianko ; un Russe de race, un Russe sans mélange (sic), qui a maintes fois affirmé la nécessité absolue de continuer la lutte contre les empires de proie jusqu'à la victoire complète et définitive. »

Un parallèle est fait entre « les intrigues » des Allemands aux Etats-Unis et en Russie, où dans les deux cas, elles se seraient retournées contre leurs auteurs[2]. De fait, toutes les nations civilisées, les démocraties, « saluent l'aurore de l'ère de liberté qui se lève sur la Russie ».

Le reste de la page est occupé par des dépêches qui décrivent avec plus ou moins de détails le déroulement des journées révolutionnaires ; Manifestement *L'Éclaireur* utilise les mêmes sources d'informations que *Le Petit Niçois*, c'est-à-dire les mêmes agences de presses. La similitude des informations livrées dans les deux journaux du 17 mars est flagrante. Les dépêches sont souvent identiques et livrées dans le même ordre au lecteur qui y découvre notamment : la fermeture de la douma, le déclenchement des différentes manifestations populaires qui aboutissent à une véritable révolution, l'envoi par Rodzianko de plusieurs télégrammes au tsar lui demandant d'agir, l'abdication de ce dernier, probablement en faveur de son fils, avec une régence politique du grand duc Michel, l'arrestation des ministres tsaristes, la liste des ministres du nouveau gouvernement et ainsi de suite.

Les remarques et les réflexions faites pour *Le Petit Niçois* valent donc pour *L'Éclaireur* et il est inutile de s'y attarder plus longtemps. Une seule différence de taille est à noter. *L'Éclaireur* n'évoque pas du tout l'existence du soviet de Petrograd ; Il se contente d'indiquer, de façon peu claire, que des comités ouvriers de tous les quartiers populaires de la capitale siègent en permanence.

Quant à l'éditorial, sur le fond, il est proche de celui de Jean Moro dans *Le Petit Niçois*.

Nicolas II est présenté comme un bon tsar, trop faible et laxiste, dont le seul tort important est de ne pas avoir été à la hauteur de la situation. Là aussi, le parallèle avec la révolution française est volontiers réalisé ; Le tsar est bien vite comparé à Louis XVI. Comme dans *Le Petit Niçois*, pas un mot sur l'aspect autocratique et conservateur du personnage, pas un mot sur les répressions et les déportations que lui-même et son entourage ont fait subir aux opposants, ni sur « le dimanche rouge » et les grèves matées dans le sang pendant son règne ; Un autre grand thème présent dans l'éditorial et cher aux deux quotidiens consiste à rendre l'Allemagne ainsi que ses agents responsables de tous les maux de la Russie ; l'Allemagne, qui est considérée comme la grande perdante à l'issue des événements de février. La tsarine, pour sa part, se retrouve, cela va de soi, « en première ligne » face aux accusations de germanophilie ; Enfin, la confiance accordée au gouvernement provisoire et plus particulièrement à Rodzianko –qui en fait ne le préside pas et n'en est même pas membre[3]- apparaît totale.

Le contexte historique dans lequel a été rédigé cet article est celui d'une guerre sans merci contre les Allemands et de nationalisme exacerbé en Europe. La phrase concernant la pureté des origines russes de Rodzianko en est une parfaite illustration.

A tous les niveaux, il existe un certain mimétisme entre les deux journaux et dans les numéros de *L'Éclaireur* qui suivent le 17 mars, là aussi, l'intérêt suscité par la Russie fluctue, mais reste élevé. L'analyse de fond n'évolue guère non plus.

Mais le 23 mars, un éditorial bien mis en valeur en première page (avec 47,7 points), signé Valentin de Gorlof et reprenant en partie un article du journal *Le Temps* du 19 mars, laisse deviner des craintes qui n'ont jamais encore été exprimées par le quotidien lui-même -

---

[2] Les relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique ont en effet été rompues le 3 février 1917.

[3] *L'Éclaireur* commet ici la même erreur que son confrère.

ni par son confrère- *Le Petit Niçois* -peut être du fait de la censure de guerre ou bien d'une autocensure de la rédaction. L'éditorial est titré « Le germanisme en Russie ».

Ce n'est pas un article anti-allemand parmi tant d'autres et c'est en cela qui'l est intéressant ; Certes, l'implantation du germanisme en Russie y est dénoncée, mais cette fois, ce ne sont pas seulement les bureaucrates et aristocrates de l'ancien régime qui sont montrés du doigt.

Pour l'éditorialiste, le danger du germanisme viendrait maintenant du « parti socialo-révolutionnaire », à savoir des révolutionnaires russes marxistes qui auraient été formés par un « professorat germanique ou germanisé » et qui puiseraient leur source idéologique « dans le monde germanique » (dont est évidemment issu Karl Marx). Bismarck en personne aurait « veillé à la confection du socialisme destiné à l'exportation », afin de « pervertir » le patriotisme russe et de diviser ainsi la nation slave, la morceler et la livrer finalement à l'expansionnisme allemand. Et il est fait remarquer que « la Suisse est pleine de comités d'allogènes russes payés par les fonds secrets allemands ».

Pour Valentin de Gorlof, ce sont les révolutionnaires pervertis qui demain reprocheront au gouvernement provisoire de « manquer d'audace » et qui demandent dès aujourd'hui l'indépendance absolue de la Pologne, de la Finlande, de l'Arménie, de la Géorgie. Il affirme que, pour montrer jusqu'où va l'aveuglement de certains d'entre eux, il pourrait citer des propos que des Russes ont tenus à Nice même deux jours auparavant, « mais la censure ne tolérerait pas les blasphèmes de ses égarés ».

Pour lui, ces individus, qui sont de véritables « Ennemis » -avec un grand « E »- à démasquer, ne sont pas représentatifs de la grande nation russe, « ils n'en sont qu'une poussière passagère et impure ». Et ils disparaîtront bientôt de la société russe avec les autres traces du « tsarisme allemand ». L'article du *Temps* sur lequel s'appuie l'éditorialiste affirme que le gouvernement provisoire connaît le danger et qu'il le conjurera en suivant simplement la ligne qu'il s'est fixée.

Valentin de Gorlof a compris un certain nombre de choses et en même temps, son raisonnement est très orienté et plusieurs de ses affirmations sont pour le moins discutables. Il est indéniable que la pensée marxiste, introduite en Russie à la fin du XIXe siècle ait pénétré certaines couches de la société, de l'intelligentsia, entrant en concurrence avec le populisme, sorte de socialisme paysan. Il est vrai aussi que les ouvrages marxistes ou de sensibilité marxiste et progressiste circulaient dans le milieu universitaire. Pour autant, prétendre que le corps enseignant était « germanique » ou « germanisé » est pour le moins excessif.

De plus, même si les deux hommes sont le produit de la société allemande du XIXe siècle, il faut avoir beaucoup d'imagination pour renvoyer dos à dos Karl Marx et Bismarck, en sous-entendant une complicité entre les deux dans l'objectif de servir l'expansionnisme allemand. Le marxisme est ravalé au rang de simple instrument de cet expansionnisme.

Son universalisme est totalement ignoré, alors même qu'il est le résultat de la refonte de plusieurs courants de pensée du XIXe siècle : la philosophie allemande, certes, mais aussi l'économie politique anglaise et le socialisme français. Alors même que le marxisme s'adresse à toutes les sociétés capitalistes, notamment celles qui sont le plus avancées économiquement et politiquement. Soit l'auteur de l'éditorial méconnaît la philosophie marxiste ou il l'a comprend mal, soit il est de mauvaise foi.

Les révolutionnaires russes hostiles à la guerre, somme toute peu nombreux à cette période, sont considérés comme des pervertis et des séparatistes faisant le jeu de l'Allemagne. Cette vision est, elle aussi, simpliste et fausse, pour la plupart d'entre eux.

En ce qui concerne Lénine par exemple, il est clair que l'intention de ce dernier n'était pas de livrer la Russie à l'Allemagne « sur un plateau d'argent » -même s'il a été plus ou moins financé par cette dernière- mais de transformer une guerre sanguinaire, qu'il considérait comme « impérialiste », en révolution socialiste. Lorsque Valentin de Gorlof évoque les comités d'allogènes russes en Suisse, pense t-il, entre autre, à Lénine qui y a longtemps séjourné ? Impossible de le savoir, d'autant plus que le futur meneur de la révolution

d'octobre était alors relativement peu connu, si ce n'est dans des cercles restreints de révolutionnaires.

Valentin de Gorlof discerne bien d'où vient le danger pour le gouvernement provisoire, mais, en poursuivant son raisonnement erroné, il conclut que ce danger disparaîtra définitivement avec l'influence germanique en Russie. Il se trompe lourdement tout comme l'article du *Temps* estimant que le gouvernement provisoire n'a qu'à poursuivre la ligne qu'il s'est fixée pour écarter la menace qui pèse sur lui. C'est justement en poursuivant la guerre à tout prix qu'il sera emporté.

Avec « Les journées de juillet » (16-18 juillet), le parti bolchevique fait son apparition au premier plan de la scène politique russe, pour en disparaître momentanément –tout du moins en apparence.

Les moments décisifs de ces journées apparaissent dans *Le Petit Niçois* des 19, 20 et 21 juillet mais également dans *L'Éclaireur* des 19, 20 et 21 juillet. Pendant ces trois jours, point d'éditoriaux, donc les réactions et les interprétations politiques des deux rédactions ne peuvent être connues directement. Cependant, il est possible de tenter de les connaître indirectement, à travers les dépêches et les titres qui ont été choisis pour dépeindre la situation.

Mais les dépêches ont-elles été véritablement choisies par les rédactions ou imposées de fait par le petit nombre d'agences de presse et la censure de guerre ? Il est impossible de répondre à cette question, d'autant plus que les numéros des deux journaux sont presque des « clones » les uns des autres : pendant trois jours, ce sont exactement les mêmes dépêches qui sont livrées aux lecteurs, avec un ordre de succession, une mise en page, un nombre de colonnes et des titres quasi identiques. Par exemple, *L'Éclaireur* titrait le 19 juillet « Les éléments maximalistes fauteurs de trouble », alors que *Le Petit Niçois* titrait le même jour « Contre les fomentateurs de trouble ». Jamais, jusqu'ici, la similitude n'a été aussi grande entre les deux quotidiens dans la période étudiée. La seule différence, minime, est que *L'Éclaireur* se montre encore plus virulent envers Lénine car les titres l'accusant d'être à la solde de l'Allemagne sont mieux mis en évidence. Ainsi, dans le numéro du 20 juillet, le titre « Lénine agent de l'Allemagne », imprimé en gras et d'une taille relativement importante, est-il placé en tête de colonne. Ce n'est pas le cas dans *Le Petit Niçois*.

En fait les dépêches qui se succèdent dans les deux quotidiens niçois décrivent dans un premier temps la flambée d'agitation, dans un deuxième temps l'échec de l'insurrection (supposée) des bolcheviques et le retour au calme, puis concluent en stigmatisant l'action de Lénine, dépeint tout simplement comme un agent allemand. Les titres de certaines dépêches sont plus qu'explicites : « Le calme revient », « Désavoués et blâmés » (en parlant des bolcheviques), « La répression » (contre ces mêmes bolcheviques) « Le fiasco de l'entreprise », « Les contre-manifestations », « Lénine stipendié par l'Allemagne », ou encore « Les maximalistes osent le défendre ! » (toujours à propos de Lénine, « maximalistes » signifiant « bolchevique »).

Le retour au calme a été obtenu, disent les lignes des journaux, par la volonté du gouvernement soutenu par le soviet de Petrograd. Ainsi, le général Plowtsov, mandaté par le gouvernement, a-t-il mis fin aux « désordres », avec les troupes de la garnison auxquelles il avait fait appel ainsi que par des officiers en congé à Petrograd. Aidés par une pluie incessante, les détachements du général Plowtsov ont dispersé les révoltés et le 19 juillet le soulèvement avait cessé. Les « maximalistes » ont été désavoués, selon une dépêche, par une résolution votée par les régiments de la garnison de Petrograd ; cette résolution réclamait également la constitution d'une commission d'enquête chargée de rechercher les origines du mouvement. En outre, des « contre-manifestations » hostiles aux bolcheviques ont eu lieu à Petrograd. Les anarchistes, qui avaient participé au soulèvement, sont soupçonnés eux aussi par « l'autorité militaire » d'être des agents allemands. A Moscou, le soviet a voté à une forte majorité l'interdiction de toute manifestation de rue.

Pour la première fois, Lénine est clairement et longuement désigné comme le principal fauteur de troubles et l'homme dangereux à abattre en Russie. Les accusations vont bon train ; Une dépêche intitulée « Lénine stipendié par l'Allemagne » rend compte d'une perquisition opérée dans les locaux de la Pravda sur ordre du gouverneur militaire de Petrograd. Une lettre rédigée par un baron allemand, dans sa langue, y aurait été découverte. Cette lettre exprime, est-il écrit, de la satisfaction pour l'action des bolcheviques et le souhait que leur influence devienne prédominante à Petrograd, ajoutant que la joie en Allemagne sera grande une fois cet objectif atteint et qu'il faut tout faire pour hâter la paix. Une autre lettre, provenant cette fois de l'état-major russe est également citée dans une dépêche de l'Agence Reuter. Elle est censée apporter « une preuve nouvelle que Lénine est un agent de l'état-major allemand » car elle relate la confession du « lieutenant Erlolenko ». Selon ce dernier, Lénine a été envoyé sur le front via la 6ème armée russe pour propager l'idée d'une paix séparée avec l'Allemagne au plus tôt. Ces instructions étaient de compromettre le gouvernement provisoire auprès du peuple russe par tous les moyens possibles. Un employé de la légation d'Allemagne à Stockholm lui fournissait des fonds. Le « leader maximaliste » (bolchevique) Koslovsky est présenté, selon des sources non précisées, comme le principal agent allemand, possédant un compte courant de deux millions de roubles à la banque de Petrograd. La dépêche titrée « Les maximalistes osent le défendre », ironise sur la démarche de membres bolcheviques du soviet de Petrograd qui ont eux-mêmes réclamé et obtenu la formation d'une commission d'enquête ayant pour tâche de vérifier les accusations portées contre Lénine. La démission du ministre de la justice, Perevercev, est seulement abordée par quelques lignes en bas de page. L'explication qui en est donnée est qu'un désaccord a opposé le soviet de Petrograd et le ministre désirant publier des documents sur les agissements de Vladimir Ilitch Oulianov et ses rapports avec l'Allemagne. Le soviet y était hostile tant qu'une enquête n'avait pas établi leur exactitude. Mais il est précisé que l'opposition du soviet fut inutile car les documents avaient déjà été communiqués à la presse et ils furent donc publiés. Le soviet demanda alors la démission de Perevercev. Par exemple, dans L*e Petit Niçois* du 21 juillet, les deux colonnes consacrées à la Russie sont un véritable réquisitoire contre les bolcheviques et en premier lieu contre Lénine (bien que leur mise ne valeur, de 41,5 points, soit relativement peu élevée). Le titre principal, occupant la largeur des deux colonnes, ne peut être plus explicite : « Les Maximalistes agents de Propagande à la solde de l'Allemagne ». Les accusations se font plus étoffées et plus précises. Outre Koslovsky, d'autres intermédiaires entre Lénine et les Allemands sont visés, notamment Ganetski et Parvus. Ces noms ont été livrés par des proches des bolcheviques arrêtés ou par des leaders socialistes allemands interrogés par la presse. Selon la censure de guerre (c'est-à-dire l'état major de l'armée russe), les leaders bolcheviques et les agents allemands entretiennent un échange permanent de télégrammes. L'échec du mouvement insurrectionnel –qui a fait 56 morts et 650 blessés selon les chiffres fournis par les postes de secours de Petrograd-, son écrasement par la troupe restée fidèle au soviet et au gouvernement provisoire, est présenté comme une défaite totale et définitive des bolcheviques, sur tous les plans. Une dépêche note ceci : « La défaite des maximalistes est non seulement militaire, mais morale. La presse entière exige que de nouvelles enquêtes soient ouvertes sur les causes du désordre et au sujet des fauteurs du complot maximaliste. La suprême convulsion maximaliste marque, aux yeux de la population, son échec définitif dans les tentatives qu'elle a faites en faveur de la guerre civile et pour compromettre l'œuvre de la révolution. »

Sur le fond même des « vérités » que les dépêches des deux journaux martèlent à l'unisson, il y a beaucoup à dire. Les journées de juillet se sont déroulées de façon plus complexes que la description assez simpliste qui en est faite ne le fait croire. Les dirigeants bolcheviques sont abondamment accusés d'avoir fomenté et organisé l'insurrection de bout en bout. Or cela est parfaitement faux. Qui est descendu dans la rue ? Ce sont des ouvriers des

faubourgs de Petrograd et surtout des soldats de l'arrière, bolcheviques ou anarchistes[4], des marins de Cronstadt, qui voyaient dans la volonté de reprise en main de l'armée par le gouvernement, au moment de l'offensive Broussilov contre l'armée allemande, le début d'une contre-révolution. Ce sont eux qui amorcèrent le mouvement, lorsque, le 15 juillet, ils prirent connaissance de la contre offensive allemande et de la démission des ministres cadets qui se trouvaient au gouvernement. Cela, contre l'avis des membres du comité central du parti bolchevique, Lénine compris, qui jugeaient prématurée toute tentative d'insurrection. Les dirigeants du parti tentèrent vainement de s'y opposer et ce n'est qu'à contre cœur qu'ils finirent par la soutenir en appelant à manifester dans la *Pravda* (journal bolchevique). Voilà pourquoi l'action fut menée dans le flou, sans objectifs précis, dans l'indécision ; indécision sur laquelle les dépêches de *L'Éclaireur* et de *Petit Niçois* ironisent largement mais sans vraiment l'expliquer ; De leur côté, Trotsky et Zinoviev surenchérirent en critiquant sévèrement, au soviet, les ministres cadets mais aussi les membres du comité exécutif du congrès des soviets, allant jusqu'à réclamer l'arrestation de ces derniers pour ne pas s'être emparés de tout le pouvoir alors que nombre d'ouvriers et de soldats de Petrograd le leur demandaient depuis quelques temps. L'indécision des dirigeants bolcheviques est flagrante, lorsque, dans la *Pravda* du 17 juillet, figure un grand espace blanc. Kamenev et Zinoviev avaient signé un article appelant à la modération qui, au dernier moment, ne fut pas édité ; la manifestation du 17 juillet commença à 10 heures du matin. Elle se rendit d'abord au palais Kchesinskaïa, où les meneurs bolcheviques prirent la parole. Lénine, dépassé, tint un bref discours dans lequel il ne donna aucune directive précise. D'ailleurs, dans la nuit, il était revenu en catastrophe de Finlande où il était parti se reposer depuis le 29 juin. Cela prouve, contrairement aux allégations des deux quotidiens, qu'il ne s'attendait pas à un tel développement de la situation. La foule se rendit ensuite au palais de Tauride, siège des soviets, en scandant « Tout le pouvoir aux soviets ». Lorsque Techernov, le ministre de l'agriculture socialiste révolutionnaire, sortit du bâtiment pour tenter de calmer les manifestants, il faillit être lynché par la foule qui lui criait : « Prends le pouvoir, fils de pute, puisque le peuple te le donne ! ». Seule l'intervention in extremis de Trotsky le sauva et le libéra. En réalité, comme le déclare Marc Ferro[5], « les bolcheviques furent eux-mêmes surpris, inquiets également, des réactions que leurs mots d'ordre avaient pu susciter ». A tort ou à raison, ils renoncèrent à prendre le pouvoir en juillet 1917.

C'est dans la nuit qui suivit que le gouvernement dispersa la foule, arrêta des centaines de militants bolcheviques, dont Zinoviev et Trotsky et interdit le Parti. Lénine eut le temps de se réfugier clandestinement en Finlande, où il se cacha, déguisé, sous la fausse identité de l'ouvrier Konstantin Petrovitch Ivanov.

Une autre question soulevée est celle de la vénalité de Lénine, des liaisons qu'il entretenait avec l'Allemagne impériale de Guillaume II. Évidemment, la réponse unique, donnée par les dépêches du *Petit Niçois* et de *L'Éclaireur*, est caricaturale.

S'il est incontestable que des contacts existaient, comme cela a été vu précédemment, il n'en reste pas moins que Lénine n'était pas un « agent » allemand. Le contenu des informations révélée par Perevercev après les journées de juillet est assez bien décrit par les deux journaux ; Il est reproché aux bolcheviques d'avoir perçu d'importantes sommes d'argent des Allemands, via Stockholm, par des intermédiaires : Parvus, Ganetski ou Mme Sumenson. Koslovsky, membre du Comité central des soviets, est accusé d'avoir reçu l'argent en mains propres. Ces informations, provenant de renseignements obtenus par l'état-major du quartier général russe, ont été communiquées par le député Elexinski et le socialiste Pankratov.

---

[4] Notamment le 1er régiment de mitrailleur installé dans le quartier ouvrier de Vybord –comprenant dix mille soldats et mille mitrailleuses- que le gouvernement décida d'envoyer au front.

[5] Marc Ferro, *La Révolution russe de 1917*, Flammarion, Paris, 1990, p. 76.

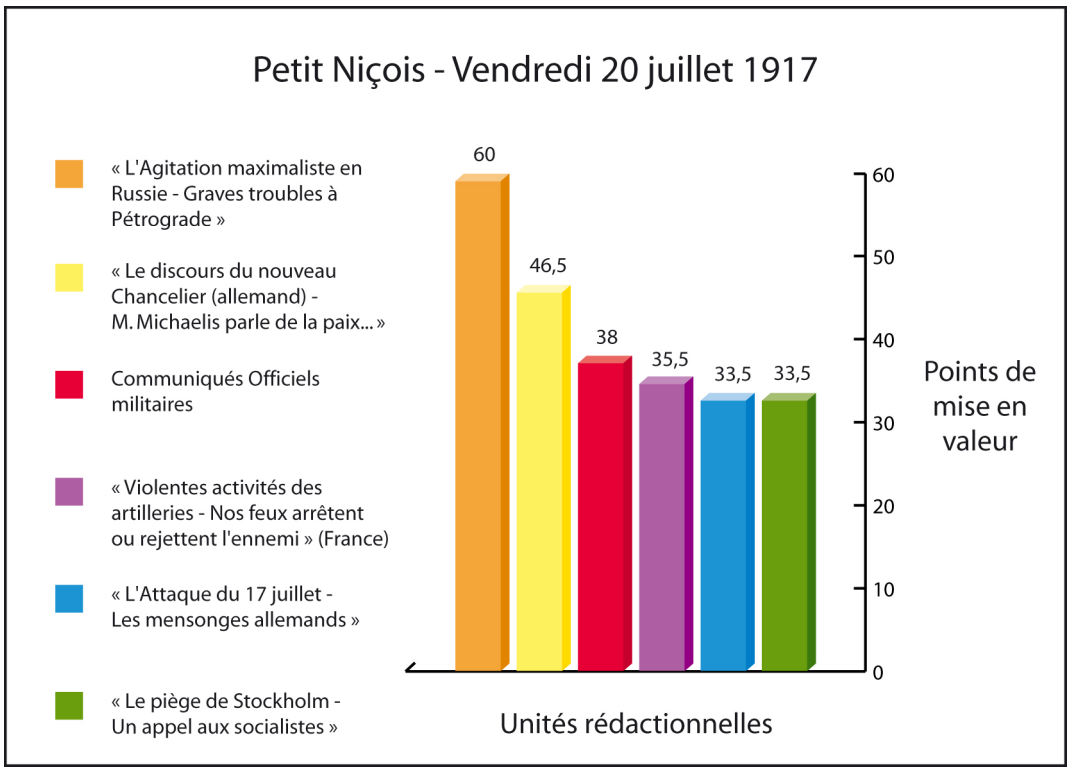
Mais aujourd'hui encore, il est impossible d'apporter une réponse précise à la question. Car, si il est avéré que les services secrets allemands ont versé de l'argent à des organisations pacifistes russes, rien ne prouve avec certitude que le parti bolchevique ait été du nombre, en tous les cas, avant la prise de pouvoir de novembre 1917. Lorsqu'il fut arrêté, Koslovsky reconnut avoir perçu une somme d'argent, mais uniquement dans le cadre d'une opération commerciale avec Parvus qui avait développé ses affaires en Suède. Lénine, pour sa part, nia toujours avoir reçu de l'argent de Koslovsky ou de Ganetski, qui était son correspondant à Stockholm mais aussi l'employé de Parvus. Pourtant, en 1923 fut publié un texte, datant de juin 1917, issu de la correspondance de Lénine et dans lequel était écrit : « Reçu argent (2000) de Koslovsky ».

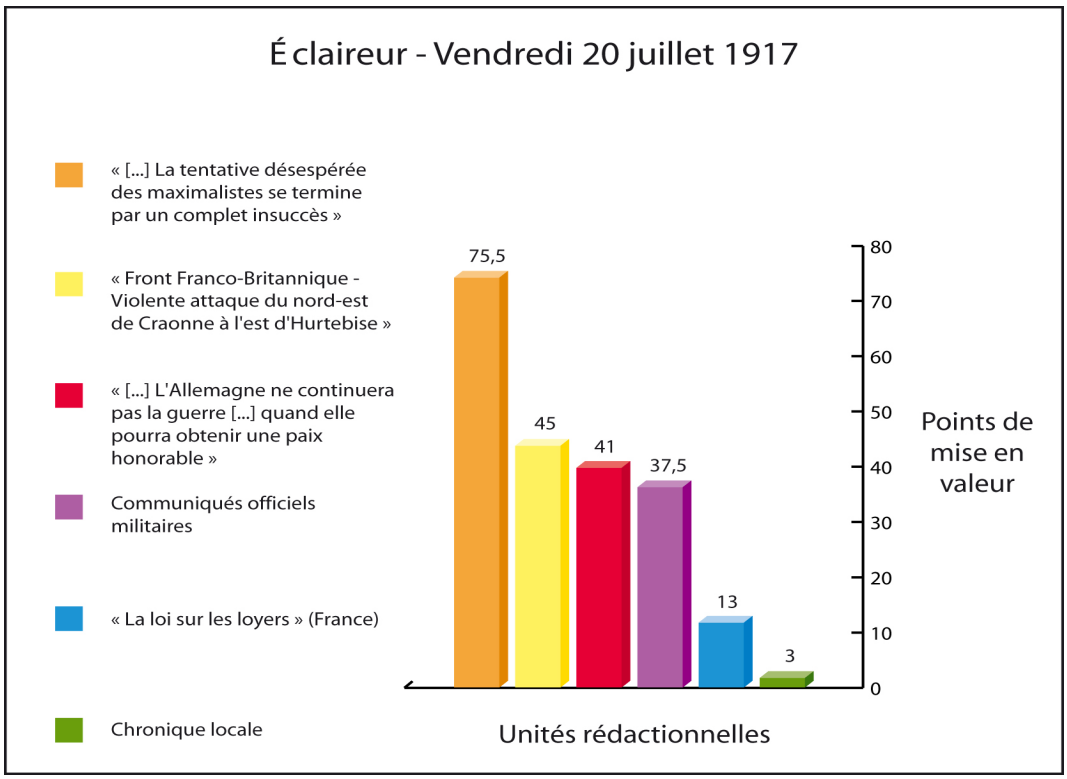
En outre, Radek qui accompagna Lénine lors de son retour par train en Russie, prit contact avec Parvus. Et il conserva ensuite des rapports avec Ganetski. Il n'est pas prouvé que les bolcheviques étaient financés par les Allemands par l'intermédiaire de ces militants. Les 2000 roubles évoqués dans la correspondance de Lénine étaient-ils d'origine allemande ?

Les donations étant presque toutes anonymes, il est fort probable que les bolcheviques, qui avaient grand besoin d'argent, aient accepté des sommes fournies par le réseau de Parvus sans savoir si elles provenaient du gouvernement allemand ou d'autres donateurs. Les archives allemandes ouvertes après la seconde guerre mondiale prouvèrent que les bolcheviques reçurent de l'argent après « octobre » pour se maintenir au pouvoir, mais avant, il n'y a aucune certitude, contrairement à ce que prétendent les colonnes de *L'Éclaireur* et du *Petit Niçois*. Les accusations que proféra Perevercev, sans doute de bonne foi, étaient en 00partie infondées.

Ce qui est certain c'est que le parti bolchevique sembla décapité après les journées de juillet : Lénine, en fuite, fut jugé par contumace et un mandat d'amener lancé contre lui, les principaux dirigeants furent arrêtés, les locaux de la *Pravda* furent saccagés et le quartier général bolchevique occupé : les deux quotidiens niçois avaient de quoi annoncer la « mort » du mouvement bolchevique.

Les numéros du 20 juillet du *Petit Niçois* et de *L'Éclaireur* se distinguent par leur mise en valeur fort élevée des événements russes :



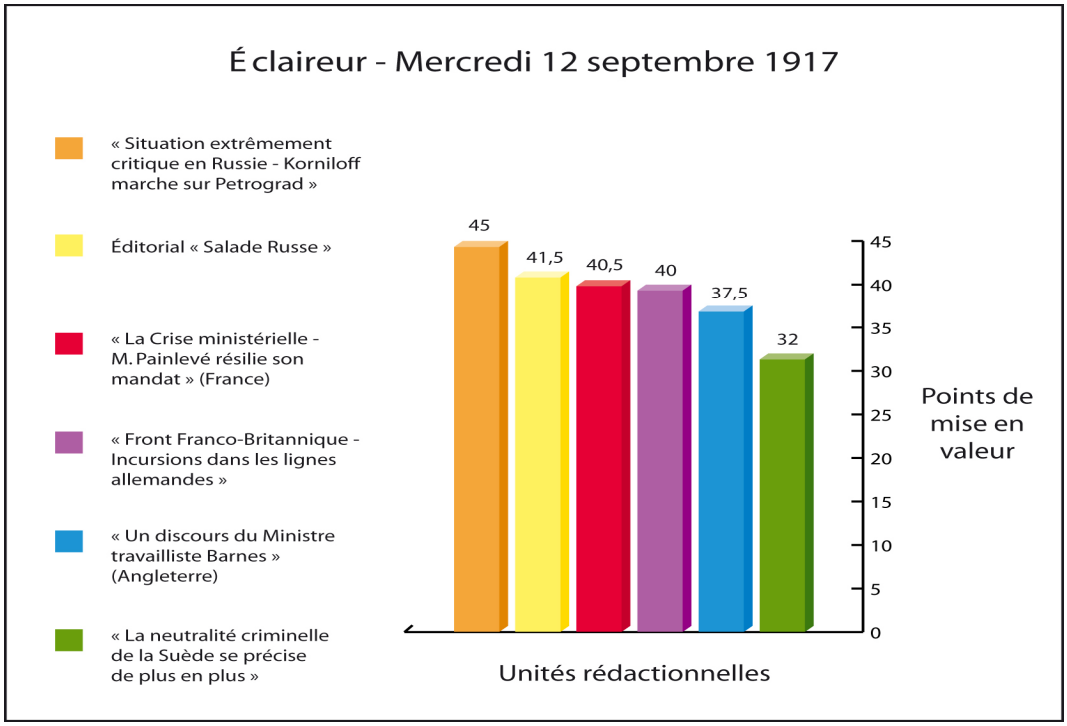


A la vue de ces deux graphiques, l'on constate que c'est encore dans *L'Éclaireur* que la mise en valeur est la plus spectaculaire, à la fois en valeur absolue et par rapport aux autres unités rédactionnelles du numéro. Les « aventures » bolcheviques volent largement la vedette à la loi sur les loyers en France, aux nouvelles en provenance du front franco-anglais et autres communiqués militaires officiels. Même l'Allemagne qui s'interroge sur les conditions d'une pax éventuelle (discours du nouveau chancelier) intéresse nettement moins les rédacteurs (ne parlons pas de la « chronique locale », qui ne figure pas en première page). Dans le numéro du *Petit Niçois* figure également un article consacré au discours du chancelier allemand Michaelis sur la paix ; Le sujet préoccupe d'ailleurs davantage sa rédaction, puisque l'article est en deuxième position sur le graphique. L'écart avec l'unité rédactionnelle consacrée à la Russie n'est pas grand, ni d'ailleurs avec les unités rédactionnelles qui suivent. Ce qu'il faut noter, c'est l'importance accordée à l'article relatant la future conférence de Stockholm (33,5 points de mise en valeur). Cette conférence, avait été proposée par les socialistes russes et devaient réunir tous les partis socialistes d'Europe afin que ces derniers imposent aux dirigeants de leurs pays respectifs un plan de paix générale. Elle n'eut jamais lieu, mais, rien que par le titre qu'utilise *Le Petit Niçois* pour l'évoquer -« Le piège de Stockholm- Un appel aux socialistes »- il apparaît évident que le journal la craignait car, vraisemblablement, à ses yeux, elle pouvait remettre en cause la victoire militaire absolue de la patrie.

La tentative de coup d'état du général Kornilov fut une phase essentielle de la montée en puissance du parti bolchevique, car c'est elle qui lui remit « le pied à l'étrier ».

La tentative de putsch se déroula entre le 7 et le 13 septembre 1917. *L'Éclaireur* et *Le Petit Niçois* commencent à l'évoquer tous deux, par simples dépêches, à partir du 11 septembre. Mais c'est le 12 septembre que fleurissent de très « croustillants » éditoriaux donnant « le ton » de l'opinion politique des rédactions sur le sujet.

Commençons par *L'Éclaireur* :



Dans ce numéro, les deux unités rédactionnelles russes totalisent une mise ne valeur de 86,5 points, ce qui est honorable, mais pas exceptionnel par rapport aux habitudes du journal. Les autres articles sont également bien mis en valeur. Si la Russie passe au premier plan, la crise ministérielle française, avec les difficultés rencontrées par M. Painlevé pour constituer un nouveau gouvernement d'Union nationale, les nouvelles militaires du front franco-anglais ainsi que le discours du ministre anglais travailliste Barnes –plaidant pour la continuation de la guerre jusqu'à « l'écrasement du militarisme prussien »- sont loin de laisser *L'Éclaireur* indifférent. Il suffit par ailleurs de lire le titre de l'article consacré à la Suède (cf. graphique), pour comprendre que la position de neutralité d'un pays par rapport à la guerre a tendance à être considérée comme « criminelle » par le journal qui estime qu'une telle position nuit aux intérêts militaires de la France et de ses alliés en faisant le jeu de l'ennemi.

Avec un certain humour et peut être aussi un peu de condescendance, un éditorial est titré « Salade russe ». Il est signé « Dixi », pseudonyme plusieurs fois utilisé dans les éditoriaux de *L'Éclaireur*. Ce qui ressort en premier lieu de la lecture de cet éditorial, c'est que son auteur n'appréhende la réalité russe que sous un point de vue français. Ce qui se passe en Russie à proprement parler l'intéresse moins que les conséquences dans l'évolution de la guerre mondiale.

L'affrontement entre Kornilov et Kerensky ? Il considère qu'il ne faut ni en être surpris, ni s'en alarmer car c'était fatal : « Du jour où Kerensky a voulu mettre son patriotisme en action, faire preuve d'énergie, rétablir la discipline dans l'armée et contenir l'agitation des foules, son immense popularité s'est effondrée. Le peuple russe s'imaginait que, parce qu'il avait détruit le tsarisme, il n'avait plus qu'à se croiser les bras, écouter des palabres et jouir de l'existence. Il hue, il accable celui qui réclame de lui un effort quelconque. Plutôt que de l'écouter, il est prêt à acclamer un nouveau maître. Korniloff sera peut-être demain le chef d'un gouvernement nouveau qui réprimera toute résistance par la force. » Et d'ironiser : « Il devait en être ainsi. N'avons nous pas vu les délégués du Soviet (de Petrograd) aux noms germaniques, dépassant toutes les limites de la présomption et de l'outrecuidance, venir en France faire la leçon aux plus avancés de nos socialistes ? Une démocratie qui n'a pas le respect des autres démocraties est mûre pour la servitude. »

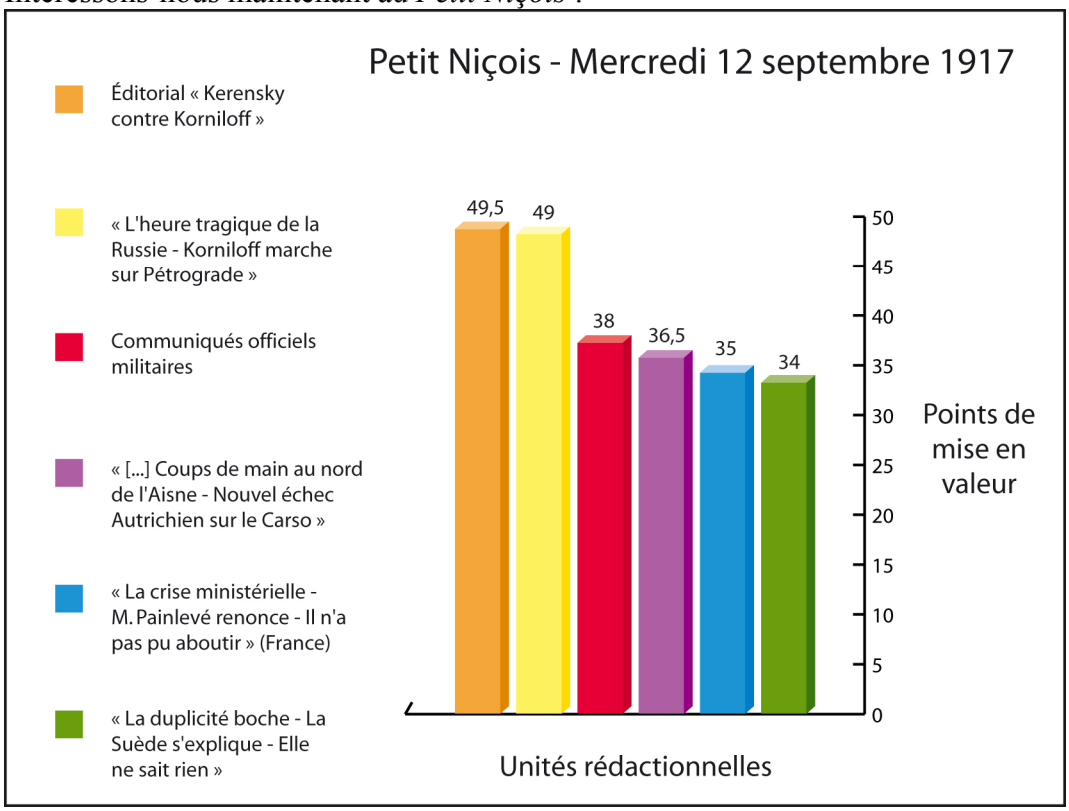
Mais l'éditorialiste se montre optimiste car il considère que Kerensky et Kornilov sont animés d'une égale haine des Allemands. En conséquence « Quel que soit celui des deux qui

triomphe, il se retournera contre l'envahisseur armé d'une autorité et d'une puissance nouvelles ». Et quant bien même l'Allemagne profiterait de la faiblesse d'une armée russe minée par la guerre civile pour poursuivre ses conquêtes, elle serait obligée d'occuper militairement une immense zone et de défendre puissamment une ligne d'une étendue démesurée ; Dans le cas où l'Allemagne tenterait de faire la paix, elle échouerait, faute de trouver un véritable représentant de la Russie pour la négocier. La conclusion est limpide :

« Le Kaiser peut, comme Napoléon, s'enfoncer dans l'immensité des steppes ; le vide se fera devant lui, par la force des choses, par le fait même de la désorganisation de la Russie ; il cherchera en vain, pour conclure une paix bâclée, les représentants de la Russie ; il n'en trouvera pas pour l'excellente raison qu'il n'y en a pas. »

Finalement, si l'auteur tente de prévoir les différentes évolutions possibles de la situation en Russie, c'est essentiellement pour en évaluer les conséquences militaires et stratégiques sur le cours de la guerre. Pour le reste, il semble résigné sur ce qu'il considère être une sorte d'immaturité du peuple russe qui ne peut que le conduire à la dictature et, au fond, son sort ne semble pas être la première de ses préoccupations.

Intéressons-nous maintenant au *Petit Niçois* :



La composition de ce graphique du *Petit Niçois* est assez semblable à celle du graphique de *L'Éclaireur* du 12 septembre : deux unités rédactionnelles traitant de la Russie totalisent une mise en valeur relativement élevée de 98,5 points (l'une étant une suite de dépêches et l'autre un éditorial). Elles sont suivies par des unités rédactionnelles dont plusieurs abordent les mêmes sujets que *L'Éclaireur* (crise ministérielle en France, neutralité suédoise) et qui ont des mises en valeurs approchantes.

Dans ce numéro du *Petit Niçois* figure donc un éditorial, signé par l'incontournable Jean Moro. Il y reproche d'abord aux Russes de ne pas avoir fait passer la Russie avant la république, donnant la ferme impression qu'il « nage » en plein nationalisme, puisqu'il place le concept de nation avant celui de république.

S'il affirme son incompréhension sur les causes du « désaccord indépassable » survenu entre les deux hommes, il essaye de formuler des hypothèses : « C'est donc une contre-révolution qui commence. Si nous devinons bien, Korniloff, fatigué des atermoiements

de Kerenski, outre de ses ménagements envers le Soviet et les Léninistes, et du retard dans l'application des mesures qu'il avait réclamées au front et à l'arrière, s'est décidé à balayer la tourbe qui paralyse et asphyxie la Russie. Est-ce la guerre civile ? Nous souhaitons que cette nouvelle épreuve soit épargnée à ce malheureux pays ».

Les motifs supposés de Kornilov (représentant les milieux les plus réactionnaires du pays) apparaissent comme légitimes pour Jean Moro qui a, en revanche, une piètre opinion des soviets. Mais expliquant que la division est mortelle pour la Russie en guerre, il appelle Kerensky et Kornilov à éviter la guerre civile et à s'unir pour sauver la patrie :

« Kerensky, Korniloff, les Alliés, qui ont mis en vous leurs espoirs, vous demandent de sacrifier à la cause du salut de la liberté et de l'humanité tout ce qui peut vous diviser. »

Vœu pieux…

Dans *Le Petit Niçois* du 14 septembre , Jean Moro, à l'intérieur d'un éditorial plutôt faiblement mis en valeur (31,5 points), critique avec virulence le soviet de Petrograd et les bolcheviques. Pour lui, si Kenrensky, qu'il déclare apprécier, est en conflit avec Kornilov, cela est du aux soviets et aux éléments socialistes envers lesquels Kerensky s'est montré trop conciliant. Comme il s'est montré trop laxiste envers Lénine en se bornant à le chasser. Le directeur politique du *Petit Niçois* considère pourtant que les deux protagonistes ne sont pas si éloignés que cela dans leurs conceptions politiques :

« Kerensky, à la conférence de Moscou, s'est déclaré résolu jusqu'à la mort à frapper, à exterminer ceux qui, pour le profit de l'Allemagne, tenteraient d'enrayer l'action militaire. Ces deux hommes (Kerensky et Kornilov), en somme, poursuivent le même but. Ce qui les sépare, c'est le Soviet, dont la néfaste politique ne mérite pas que les citoyens russes s'entre-déchirent. A bas le Soviet. »

Pourtant, c'est bien grâce à l'intervention du soviet de Petrograd et surtout des bolcheviques que les troupes de Kornilov ont été stoppées. Et Kerensky déclarera plus tard : « Sans le putsch de Kornilov, il n'y aurait pas eu Lénine ».

La prise du pouvoir officielle par les bolcheviques, qui eut lieu dans la nuit du 7 au 8 novembre 1917 du calendrier grégorien, déchaîna l'ire des rédactions des deux quotidiens, sans d'ailleurs que la mise en valeur des articles s'y rapportant ne soit en moyenne très importante dans les jours qui suivirent cette prise de pouvoir ; surtout dans *L'Éclaireur* qui, pendant cette période, n'édite pas un seul éditorial !

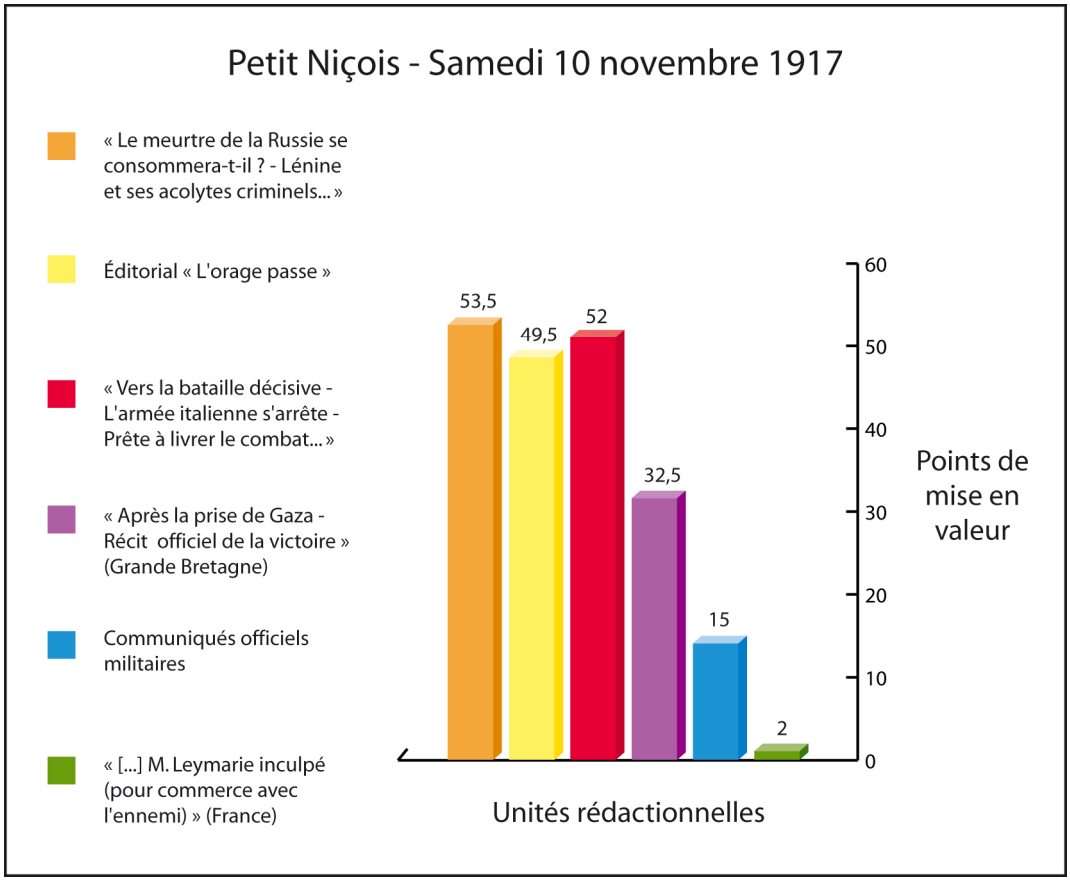
Peut-être la rédaction est-elle désabusée et quelque peu déboussolée par les événements en Russie et ses journalistes, pensant que les bolcheviques veulent une paix séparée avec l'Allemagne, ne jugent-ils pas opportun de faire des commentaires, qu'ils considèrent superflus, sur la situation. La censure de guerre y est peut-être aussi pour quelque chose.

Là encore, les « matériaux » manquent pour essayer de cerner les opinions du journal et il n'est possible de se référer qu'aux dépêches d'agences de presse éditées par la rédaction et aux titres, malgré les limites de cet exercice, comme cela a été expliqué plus haut. Les dépêches et les titres abordent évidemment la prise de pouvoir bolchevique de manière fort négative, tantôt grave, tantôt ironique, parfois agressive.

Mais la façon dont les bolcheviques ont pris le pouvoir n'est pas décrite avec beaucoup de précision, certaines « pièces manquent au puzzle ». En tout état de cause, il est certain que la prise du pouvoir par les bolcheviques à Petrograd, qui s'est révélée par la suite être un événement majeur du vingtième siècle, ne nécessita pas la participation de plus de quelques milliers d'hommes et n'entraîna que fort peu de victimes. Rien de comparable avec les « masses » qui entrèrent en mouvement lors de la « révolution de février ». La rédaction de *L'Éclaireur* s'en est bien rendue compte, mais elle pêche, à travers ses titres et les dépêches qu'elle sélectionne, par un excès de certitude dans la défaite bolchevique.

En ce qui concerne le *Petit Niçois*, le numéro du 10 novembre est intéressant à plusieurs titres : parce qu'il est le seul, dans les jours qui suivent la « révolution d'octobre », à contenir un éditorial rédigé par… Jean Moro, toujours fidèle au poste ; mais aussi parce que la

mise en valeur des unités rédactionnelles traitant de la Russie y est forte, avec un total de 103 points. Enfin, parce que, procédé plutôt rarement employé par le journal, une grande photographie s'étale sur deux têtes de colonnes en première page ; Elle est accompagnée de la légende suivante : « Perspective Newski à Petrograd, que les maximalistes (toujours les « bolcheviques ») ont ensanglantée ».



Signalons en premier lieu que le titre complet de la première unité rédactionnelle russe est « Le Meurtre de la Russie se consommera-t-il ?- Lénine et ses acolytes criminels voudraient livrer leur patrie à l'Allemagne –Partout la résistance s'organise ». Tout commentaire est superflu.

Au niveau du graphique, notons que la Russie passe avant l'autre grand sujet auquel s'intéresse la rédaction, à savoir les actions de l'armée italienne. Les autres sujets sont relégués loin derrière.

Dans son article, intitulé « L'orage passe », le très patriote Jean Moro se montre à la fois relativement lucide sur la situation présente de la Russie et d'un imprudent optimisme sur sa situation future. Ayant « endossé l'uniforme », il fusille de ses mots « la canaille » bolchevique : « Les événements nous ont donné trop vite raison. M. Kerensky succombe sous les menées des léninistes. Il paie d'un coup toutes les fautes qu'il a commises : son inaction, ses hésitations, son manque de décision et, surtout, ses coupables compromissions avec des adversaires intraitables, fourbes et de mauvaise foi. Nous l'avons dit il y a deux jours, pour endiguer une Révolution, pour l'empêcher de tomber dans les pires excès, il faut plus que de belles paroles : une main énergique, capable à l'occasion, de frapper et de frapper fort. Kerensky n'a su que parler, et pendant ce temps, les Bocheviks agissaient, semaient le trouble, désorganisaient tout et recrutaient tous les éléments de désordre dans le peuple et dans l'armée, pour servir les desseins du Kaiser. Les demi-mesures sont vouées à l'avortement et elles ne font qu'encourager, qu'exciter ceux qu'elles veulent frapper. Si l'on avait envoyé au poteau d'exécution Lénine et ses compagnons, la Russie n'en serait pas au point où elle en est. On a usé à leur égard de trop de ménagements, on les a laissé filer et ils sont revenus bien munis d'argent allemand et plus résolus à accomplir leur louche besogne.

Kerensky avait cependant tout pour réussir et jamais la faveur populaire ne se montra plus ardente pour un homme. Il n'a pas su en profiter pour le bien du pays. Il l'a endormi par une phraséologie tantôt optimiste, tantôt pessimiste, et il a fini par perdre toute autorité, ses résolutions, ses menaces, n'ayant jamais été suivies d'aucun acte. Et pendant cette attente des classes bourgeoises et des éléments sains de l'armée, trop confiants dans le dictateur, les léninistes, certains de l'impunité, activaient leur propagande néfaste, flattaient les bas instincts, les appétits des masses des bas-fonds et préparaient cette contre-Révolution qui vient de les rendre maîtres du pouvoir. Kornilov avait prévu ces tristes événements et Kerensky, à cette heure, doit regretter d'avoir fait échouer la tentative du clairvoyant général. De ce qui arrive en Russie, nous ne devons pas nous alarmer, mais nous réjouir. Pétrograd n'est pas toute la Russie et l'action des Bocheviks ne s'étendra pas plus loin. L'émeute ne peut durer ; elle est vouée à un échec certain, car elle a pour base la désorganisation, le désordre, la rapine et le sang. La Russie saine, bien pensante, la Russie du travail, va sortir de la léthargie dans laquelle l'avait plongée Kerensky. Menacée, attaquée, elle saura se défendre et réprimer les excès de la canaille. Elle peut encore compter sur l'armée qui n'a été atteinte que dans sa lie et dont les cadres sont bons. Déjà les cosaques annoncent qu'ils vont intervenir pour rétablir l'ordre, et le cosaque est le gendarme de la Russie. Le triomphe du Bochevikisme sera éphémère. Il durera ce que dureront les incendies allumés par ces criminels agents de l'Allemagne. Nous n'avons pas à craindre que les Lénine concluent une paix séparée ; Que peuvent valoir leurs signatures et quelle autorité ont-ils pour engager la nation ? Alexeieff d'ailleurs fait bonne garde, et Korniloff, dont l'autorité a été grandie par l'épreuve subie, reprendra sa marche sur le guêpier de Petrograd. L'armée russe suivra ces grands chefs. Et de l'excès du mal sortira le bien ».

A la lecture de ces lignes, il est facile d'imaginer ce que le directeur politique du *Petit Niçois* pouvait penser des mutins français de 1917.

Les mots « excès » et « ordre », qu'il oppose, sont omniprésents. Sans surprise, il fait appel à tous les clichés repris communément par les deux quotidiens niçois depuis des mois. Les bolcheviques sont exclusivement perçus et présentés comme des agents du chaos, des traîtres à la solde de l'Allemagne ; il va jusqu'à qualifier leur entreprise de « contre-Révolution ». Chose amusante, il emploie toujours le terme « Bocheviks » ou « Bochevikisme », jeu de mots pour montrer que les bolcheviques sont des Allemands, c'est-à-dire des « boches » ? Jean Moro souhaite de toute évidence qu'une réponse très autoritaire soit apportée aux problèmes que traverse l'ex-empire des tsars.

Jamais le journaliste ne tente de comprendre le programme, universel, des communistes russes et la signification profonde de leurs premiers actes, leur portée à long terme ; Il est peu probable qu'il ait lu les œuvres du marxiste Lénine. Pour lui, le pouvoir bolchevique naissant, dont il sous estime les formidables capacités et qu'il prétend limité à Petrograd –ce qui est bien évidemment faux – n'est qu'un « orage » de plus qui « passe ».

Cet « orage » a tout de même duré 75 ans, a touché près de la moitié de l'humanité et perdure de nos jours dans certains pays.

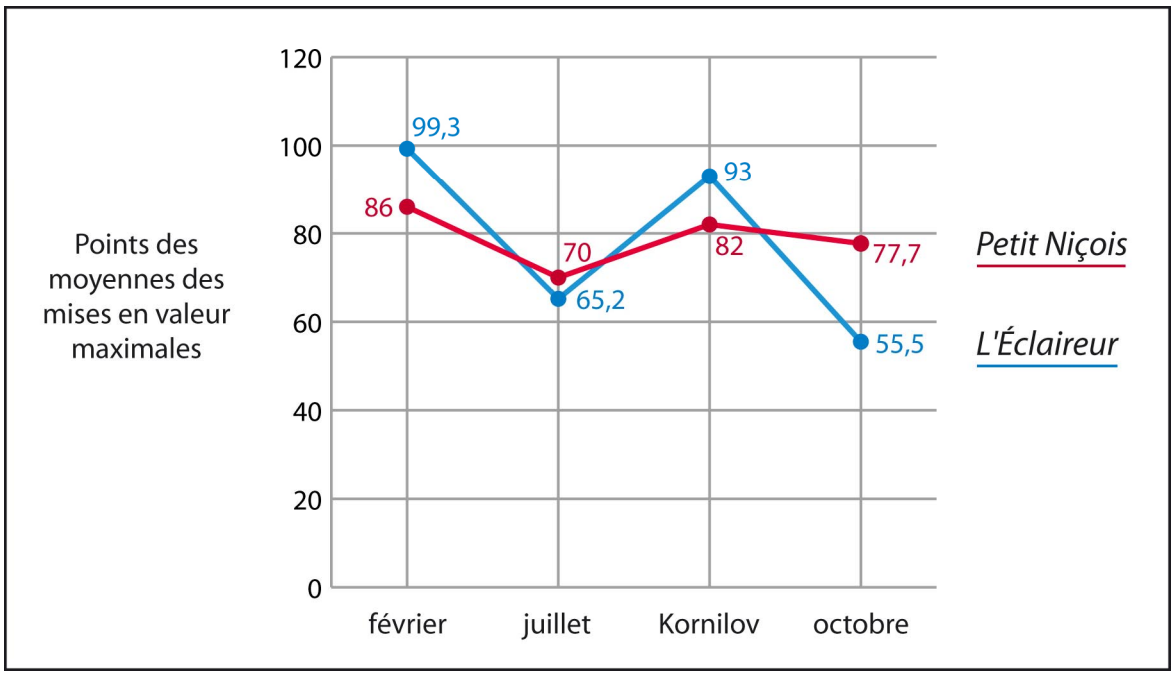
Le Petit Niçois et *L'Éclaireur* ne tardent pas à reconnaître, dès la fin du mois de novembre, l'échec de la reconquête de Petrograd tentée par Kerensky, qui finit par se réfugier à l'étranger et la victoire bolchevique, qu'ils prédisent de courte durée. Il est vrai que, en cette fin d'année 1917, Lénine lui-même, qui espérait déclencher rapidement une révolution dans toute l'Europe, ignorait combien de temps son pouvoir survivrait ; Le 19 janvier 1918, l'Assemblée constituante qui venait d'être élue fut dissoute par les bolcheviques car ils n'y étaient pas majoritaires. *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur* ont raison lorsqu'ils prétendent, dès novembre 1917, que la guerre civile menace la Russie. Elle débutera très vite et ce n'est qu'à son terme, au début de 1921, après bien des rebondissements, que le régime léniniste, vainqueur des « blancs », s'imposera définitivement sur un territoire aussi vaste que l'ancien empire tsariste. A leur arrivée au pouvoir, les bolcheviques proposèrent un arrêt des hostilités à toute les nations en guerre. Devant le refus des pays de l'Entente, ils conclurent un armistice

avec les puissances centrales[6] le 15 décembre 1917 ; puis la paix de Brest-Litvosk le 3 mars 1918. Cela fit bien sûr « hurler » les deux journaux niçois. *L'Éclaireur* et *Le Petit Niçois*, atteints de « cécité politique » ont toujours utilisé une même grille de lecture des événements durant l'année 1917 : leur ligne éditoriale, la plupart de leurs analyses, se sont faites en fonction des intérêts militaires et stratégiques de la France en guerre. La révolution russe n'est pas souvent perçue pour ce qu'elle est en elle-même mais par rapport aux modifications du rapport de force qu'elle entraîne entre les coalitions en guerre. Elle n'est presque exclusivement jugée qu'à l'aune des services ou des désagréments qu'elle procure à l'Entente et surtout à la France, dans la conduite de la guerre. Il faut y ajouter le poids de la censure (et de l'autocensure) que celle-ci s'exprime de façon brutale, en imposant des blancs dans les articles, ou de façon plus subtile, au moment même de la rédaction des textes. Parfois, dans leurs éditoriaux, les journalistes se laissent aller à regretter cette contrainte, sans la contester trop énergiquement ; Si les révolutions russes s'étaient déroulées dans un autre contexte que celui de la première guerre mondiale, peut-être *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur*, non soumis à la « chape de plomb » que faisait peser sur les esprits le chauvinisme à tout crin conjugué à la censure, auraient-ils eu une vision moins manichéenne et simpliste des choses. Leur étude n'en aurait été que plus intéressante.

En 1917, les moyens de communications étaient beaucoup moins rapides, les sources d'information plus rares. Par conséquent, *L'Éclaireur* et *Le Petit Niçois*, ont souvent répercuté une vision « monolithique », tronquée, décalée, simpliste ou déformée des événements de Russie.

La conjugaison de tous ces facteurs a abouti à une homogénéisation, à une uniformisation de la pensée des deux rédactions. Cela est d'ailleurs valable pour la plupart des journaux français de l'époque.

Cette pensée va s'exprimer en condamnant sans appel « la révolution bolchevique ». Il est donc difficile de trouver des différences, si ce n'est sur des points de détails, entre les analyses politiques de *L'Éclaireur* et du *Petit Niçois*. Voici les courbes représentant les moyennes des mises en valeur les plus élevées qu'octroyèrent *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur* aux unités rédactionnelles qui abordaient les moments « clés » des différentes phases de la révolution russe. Ces courbes permettent de dégager les tendances qui se sont exprimées dans ces moments précis.



[6] Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie, Bulgarie.

Les deux courbes, situées à des niveaux élevés, montent que, dans l'ensemble, les épisodes importants de la révolution russe sont correctement « couverts » par les deux journaux. Elles se ressemblent et suivent des tendances similaires. Le niveau de la mise en valeur est maximal lors de la « révolution de février » puis chute lors des « journées de juillet », se redresse au moment de la tentative de putsch de Kornilov et enfin rechute lorsque se produit la « révolution d'octobre ». Manifestement, les deux quotidiens se montrent plus sensibles aux périodes de la révolution russe qu'ils considèrent comme positives et enthousiasmantes qu'à celles qu'ils estiment négatives, sans issue ou dangereuses pour l'avenir de la Russie et surtout pour l'évolution de la guerre mondiale dans laquelle est engagée la France. Cette attitude est plus flagrante chez *L'Éclaireur*, dont la courbe se caractérise par une beaucoup plus grande amplitude que celle du *Petit Niçois*. Ce dernier, il faut le noter, a nettement mieux mis en valeur la prise du pouvoir à Petrograd par Lénine et ses « camarades » ; mais pour flétrir davantage les bolcheviques… l'anticommunisme naissant n'était pas l'apanage exclusif de la droite. Les deux quotidiens considèrent « Octobre 1917 » comme un événement décevant et sans lendemain. Aujourd'hui, rétrospectivement, il apparaît, malgré l'effondrement du communisme, d'une importance fondamentale. Cependant, au moment où il s'accomplit, dans un climat d'anarchie en Russie mais quasiment sans effusion de sang dans la capitale, la plupart des hommes de l'époque ne réalisèrent pas quelle importance il prendrait. La « Révolution de février » a soulevé chez *L'Éclaireur* comme chez *Le Petit Niçois* de grands espoirs : suivant le modèle français, la Russie autocratique devenait enfin une république dont les forces décuplées allaient anéantir l'ennemi allemand. Et la guerre, partout sanguinaire, prendrait rapidement fin. La suite fut un long et progressif désenchantement pour les deux journaux. La prise du pouvoir bolchevique et la paix de Brest-Litovsk en furent assurément les points d'orgue. En tous les cas, le contenu des deux quotidiens -soumis à un contrôle des pouvoirs officiels- aide à comprendre à quel point le régime bolchevique, dès ses premières heures d'existence, fut honni par les dirigeants occidentaux et par une grande partie de la presse alors qu'il était encore vierge de toute répression. Cela aide à comprendre pourquoi il dut se développer dés le départ sous la forme d'une « citadelle assiégée » afin de survivre face à un monde « capitaliste » hostile. Et que, par conséquent, s'il prit une forme totalitaire, ce ne fut pas uniquement dû à l'idéologie marxiste dont il se réclamait, à la personnalité de ses dirigeants et à la situation intérieure de la Russie mais aussi à la lutte sans merci que lui livra le camp adverse ; Dans l'analyse de l'évolution du système soviétique, les facteurs externes de sa genèse ne peuvent être négligés ni dissociés des facteurs internes. L'étude de *L'Éclaireur* et du *Petit Niçois* en 1917 peut aussi être l'occasion d'une réflexion plus générale sur le comportement de la presse et des autres médias contemporains. Cette attitude pendant la guerre de 14-18 n'est pas différente, de celle des médias occidentaux en 1991, lorsque, au moment de la guerre du Golfe, les studios télévisés relayèrent sans aucun recul la propagande des armées qui intervenaient en Irak. Cette tendance à la « pensée unique » intransigeante ne l'emporte t-elle pas, quelle que soit l'époque, lorsque le dicte la raison d'État ou bien des intérêts politiques et financiers ?